

**Union européenne - Corée du Nord
- Sanctions - Alignement du conseil
sur la dernière résolution du conseil
de sécurité des Nations unies -
Communiqué de presse du conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 11 août 2017)**

Le conseil a ajouté 9 personnes et 4 entités - dont la banque d'État Foreign Trade Bank (FTB) - à la liste des personnes et entités faisant l'objet d'un gel de leurs avoirs et d'une restriction de leurs déplacements, transposant ainsi une partie des nouvelles sanctions imposées par la résolution 2371 (2017) du conseil de sécurité des Nations unies.

Cette résolution a été adoptée le 5 août 2017 en réaction aux activités ininterrompues de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) dans le domaine des armes nucléaires et des missiles balistiques, en violation et au mépris flagrant des précédentes résolutions du conseil de sécurité des Nations unies.

La décision du conseil porte à 62 personnes et 50 entités le nombre total de personnes et entités visées par les mesures restrictives à l'encontre de la RPDC et figurant sur les listes établies par les Nations unies. En outre, 41 personnes et 7 entités sont désignées de manière autonome par l'UE.

Le conseil va faire le nécessaire pour transposer rapidement les autres sanctions figurant dans la résolution 2371 du conseil de sécurité des Nations unies.

L'UE a mis en oeuvre toutes les résolutions du conseil de sécurité des Nations unies adoptées en réaction aux programmes nucléaires, aux programmes d'armes nucléaires et aux programmes d'armes de destruction massive d'un autre type et de missiles balistiques de la RPDC. En outre, l'UE a également imposé de manière autonome des mesures restrictives à l'encontre de la RPDC qui complètent et renforcent le régime de sanctions des Nations unies.

Les actes juridiques ont été adoptés par procédure écrite. Ils seront publiés au journal officiel le 11 août./.